

## Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1904.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1905 (1).

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WOESTE.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur le contingent a été adopté dans quatre sections et rejeté dans deux. Très peu d'observations y ont été présentées. Dans l'une d'elles, un membre a déclaré qu'il votera contre le contingent, sans que ce vote puisse être interprété comme hostile à l'armée. Dans une autre, un membre a dit qu'il voterait le contingent à condition que l'on introduise le service personnel, « dans le but, porte le procès-verbal, d'arriver à une armée de volontaires ».

La Section centrale a posé au Gouvernement les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Quel a été, en 1903-1904, l'effectif moyen en solde?

2<sup>o</sup> Quel a été en 1903-1904, le nombre de volontaires du contingent, de volontaires avec prime, de volontaires de carrière et de rengagés?

Le Gouvernement a répondu :

Effectif moyen de l'armée sur le pied de paix, 41,878 (y compris 900 civils. Art. 100, loi sur la milice). (Année de milice 1903-1904.) (3).

|                                                                                    |       |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Volontaires du contingent venus en déduction du contingent pour 1904 (4) . . . . . | 11    |
| Nombre de volontaires avec prime enrôlés (année de milice 1903-1904 . . . . .      | 4,519 |

(1) Projet de loi, n° 14.

(2) La Section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Dallemagne, Dewandre, Pitsaer, Renkin, Hambursin et Woeste.

(3) L'année de milice s'étend du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre.

(4) 5 candidats volontaires du contingent n'ont pas été admis.

|                                                            |       |
|------------------------------------------------------------|-------|
| Nombre de volontaires de carrière enrôlés (année de milice |       |
| 1903-1904) . . . . .                                       | 2,441 |
| Nombre de rengagements (année de milice 1903-1904) . . . . | 1,438 |

Il suit de ces réponses, que pendant l'année 1903-1904, le nombre des volontaires de toute catégorie s'est élevé à 3,409. Ce résultat est fort satisfaisant et justifie les prévisions des auteurs de la dernière loi de milice.

En 1902-1903, pour une période de 19 mois, il y a eu 3,796 volontaires de carrière, soit pour une année 2,597. En 1903-1904, il y en a eu 2,441. Le chiffre des volontaires de cette catégorie tend donc à s'accroître.

Le nombre de rengagés qui a été, en 1902-1903, de 3,301 pour une période de 19 mois, soit de 2,084 pour une année, a été, en 1903-1904, de 1,438. Mais si ce chiffre est inférieur à celui de l'année précédente, il convient de remarquer que la nouvelle loi accordant aux rengagés des avantages qui ne leur étaient pas assignés précédemment, devait nécessairement amener dans les premiers mois un afflux de rengagements. Le chiffre actuel, outre qu'il dépasse les espérances des promoteurs de la loi, assure à l'armée un élément de cohésion et de solidité indéniables.

Au sein de la Section centrale, un membre a déclaré qu'il était contraire à l'organisation du service militaire, telle qu'elle fonctionne dans notre pays; que l'armée, tout en coûtant très cher, est insuffisante pour remplir sa mission; que, quant à lui, il est partisan du service personnel pour arriver au service général; que, par suite, la durée du service pourrait être notablement réduite; que du reste souvent aujourd'hui les effectifs sont trop faibles et que l'instruction des militaires n'est pas assez complète. En conséquence, il votera contre le contingent.

Il lui a été répondu que plusieurs de ces griefs sont contradictoires; que les réformes indiquées se renferment dans un vague qui ne permet pas de les apprécier; que les forces de guerre étant bien supérieures à ce qu'elles étaient autrefois, elles paraissent suffisantes à la défense du pays; qu'il a été établi que les effectifs de paix se maintiennent d'une manière normale au chiffre que réclame la mission permanente de l'armée, et que rien ne prouve que l'instruction militaire de nos jeunes recrues laisse à désirer.

Un autre membre a fait remarquer que le service personnel apporterait, selon lui, une modification telle dans l'organisation de l'armée, que toutes les autres questions deviendraient secondaires; que du reste, le service personnel conduirait au service général et à la suppression du tirage au sort, et que tel était le but à poursuivre.

On lui a demandé comment il concevait le service général et on lui a fait observer que le service général impliquait nécessairement une diminution notable de la durée du service, à moins d'imposer au pays des dépenses et des effectifs de paix dépassant considérablement ses ressources et ses besoins.

Le même membre a répondu qu'un soldat pouvait être formé en quatre mois; que cette formation, si elle pouvait n'être pas suffisante pour l'entrée

eu campagne, l'était en temps de paix; mais qu'il n'était pas à même de se prononcer d'une manière précise sur la durée du service à introduire ni sur le côté financier des réformes qu'il préconise.

Il a été observé que de telles idées, dégagées de tout caractère pratique et nettement défini, rendaient une discussion fort difficile, et qu'en définitive les deux membres qui se prononçaient contre le contingent étaient dans l'impuissance, pour justifier leur opposition, de proposer un système susceptible d'être examiné et ne provoquant pas les critiques les plus sérieuses.

Ce qui résulte néanmoins de l'échange de vues qui s'est produit au sein de la Section centrale, c'est que les deux membres opposants ont recommandé une nouvelle et notable diminution de la durée du service.

La majorité de la Section centrale ne s'est pas ralliée à cette idée; elle estime que la dernière loi militaire a, dans une forte mesure, concilié les intérêts de la population et les besoins de la défense nationale. Elle a en conséquence, par 5 voix, adopté le projet de loi; les deux membres précités l'ont repoussé.

*Le Rapporteur,*

CH. WOESTE.

*Le Président,*

E. NERINCX.

---

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1904.

Ontwerp van wet op het legercontingent voor 1905 (1).

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WOESTE.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet op het contingent werd goedgekeurd in vier afdeelingen en verworpen in twee. Heel weinig opmerkingen werden in 't midden gebracht. In eene afdeeling verklaarde een lid tegen het contingent te zullen stemmen, zonder dat dit mag worden uitgelegd als gericht tegen het leger. In eene andere, verklaarde een lid dat hij voor het contingent zou stemmen, op voorwaarde dat de persoonlijke dienstplicht worde ingevoerd, « met het doel, zoo luidt het proces-verbaal, te geraken tot een vrijwilligersleger ».

De Middenafdeeling richtte tot de Regeering de volgende vragen :

1<sup>o</sup> Welke was, in 1903-1904, de gemiddelde soldijtrekkende getalsterkte ?

2<sup>o</sup> Hoeveel vrijwilligers van het contingent, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van beroep en opnieuw aangeworvenen waren er in 1903-1904 ?

De Regeering antwoordde :

Gemiddelde getalsterkte des legers op vredesvoet, 41,878 (900 burgers inbegrepen, artikel 100, militiewet). (Militiejaar 1903-1904) (3).

Vrijwilligers van het contingent af te trekken van het contingent voor 1904 (4). . . . . 11

Ingelijfde vrijwilligers met premie (militiejaar 1903-1904). . . . 1,519

Ingelijfde vrijwilligers van beroep (militiejaar 1903-1904) . . . . 2,441

Opnieuw aangeworven (militiejaar 1903-1904) . . . . . 1,438

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 7.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren DALLEMAGNE, DEWANDRE, PITSIER, RENKIN, HAMBURSIN en WOESTE.

(3) Het militiejaar loopt van 1 October tot 30 September.

(4) 5 kandidaten vrijwilligers werden afgewezen.

Uit deze antwoorden blijkt dat er in 1903-1904 5,409 vrijwilligers van allen aard waren. Dit is een zeer bevredigende uitslag, die de verwachtingen van de vervaardigers der jongste militiewet rechtvaardigt.

In 1902-1903, een tijdvak van 19 maanden, waren er 3,796 vrijwilligers van beroep, dus voor een jaar 2,397. In 1903-1904 waren er 2,441. Dus blijkt het getal vrijwilligers van dat slag toe te nemen,

In 1902-1903, een tijdvak van negentien maanden, namen er 3,301 opnieuw dienst, dus 2,084 in een jaar, en in 1903-1904, 1,438. Blijft dit cijfer beneden dat van het vorige jaar, er valt op te merken dat de nieuwe wet, vermits zij aan hen welke opnieuw dienst namen voordeelen verschafte, die zij vroeger niet genoten, noodzakelijk in de eerste maanden een toevloed van nieuwe verbintenissen moest medebrengen. Het tegenwoordige cijfer verzekert voor het leger een onbetwistbaar bestanddeel van samenhang en hechteid en overtreft daarenboven de hoop van de ontwerpers der wet.

In de Middenafdeeling verklaarde een lid zich tegen de in ons land bestaande inrichting van den krijgsdienst; het leger, dat zeer duur kost, acht hij ontoereikend om zijne zending te vervullen; hij is voor persoonlijken, om te geraken tot algemeenen dienstplicht; bijgevolg kan de dienstduur merkkelijk worden verminderd; overigens is thans de getalsterkte te zwak en blijft het onderricht der militairen ontoereikend. Bijgevolg stemt hij tegen het contingent.

Hem werd geantwoord: verscheiden dier grieven zijn met elkander in strijd; de aangeduide hervormingen zijn te onduidelijk om er te kunnen over oordeelen; onze legermacht is veel sterker dan vroeger en schijnt toereikend voor 's lands verdediging; het is bewezen dat de getalsterkte op vredesvoet geregeld wordt gehouden op het cijfer, gevergd door de bestendige taak des legers, en niets bewijst dat het krijgsonderricht onzer jonge recruten te wenschen overlaat.

Een ander lid beweerde: mijns inziens, zal persoonlijke dienstplicht de legerinrichting zoodanig wijzigen dat alle andere vraagstukken ondergeschikt belang krijgen; persoonlijke dienstplicht zou overigens leiden tot algemeenen dienstplicht en afschaffing van de loting, en dat doel hoeft men na te streven.

Men vroeg hem hoe hij den algemeenen dienstplicht begreep en deed hem opmerken dat met dezen noodzakelijk de dienstduur moet worden verkort, zooniet legt men het land uitgaven en eene getalsterkte op vredesvoet op, die verre boven 's lands middelen en behoeften reiken.

Dit lid antwoordde: een soldaat kan worden opgeleid in vier maanden; is dat ontoereikend om te velde te trekken, het is genoeg in vreedstijd; ik kan niet bepaald zeggen hoelang de dienst moet duren, noch wat de door mij aanbevolen hervormingen moeten kosten.

Hiertegen werd aangevoerd: dergelijke onpractische en onduidelijke denkbelden maken alle beraadslaging hoogst moeilijk, en de twee leden die zich tegen het contingent verklaren zijn, om hun verzet te staven, niet in staat een stelsel aan te duiden, dat vatbaar is voor onderzoek en geene ernstige bedenking verwekt.

Niettemin blijkt uit de gedachtenwisseling in de Middenafdeeling dat beide niet instemmende leden andermaal eene werkelijke verkorting van den dienstduur beoogen.

Met dit denkbeeld vereenigde de Middenafdeeling zich niet; zij meent dat de jongste legerwet in ruime mate het volksbelang overeenbracht met de behoeften van 's lands verdediging. Bijgevolg werd door haar het wetsontwerp goedgekeurd met vijf stemmen; de twee bovenbedoelde leden steunden het af.

*De Verslaggever,*

C. WOESTE.

*De Voorzitter,*

E. NERINCX.

